

La rentrée est politique

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

30 août 2013

D'aucuns pourraient s'étonner à l'heure où tout le monde ne parle que de rentrée scolaire, que Le Courrier de Guadeloupe braque son projecteur sur les prochaines élections municipales. À cela il y a au moins trois bonnes raisons. En dehors du fait bien sûr, que la ritournelle de la rentrée a quelque chose de réchauffé et d'archi vu qui finit par fatiguer. La première c'est que la bataille des élections municipales est bel et bien engagée. C'est maintenant que les stratégies — en réalité des tactiques — se mettent en place. On réunit ses partisans, on jauge ses forces et celle du camp adverse, on négocie. Les alliances se nouent et dans certaines communes le porte-à-porte bat déjà son plein. C'est donc une occasion excellente de révéler au grand jour ce qui se passe en coulisse, qu'on sache qui fait quoi, quelles sont les nouvelles têtes et les nouvelles ambitions qui se profilent à l'horizon de mars 2014. La deuxième raison c'est que dès maintenant, s'échafaude ce que sera la prochaine carte politique de la Guadeloupe. Celle dont il faut tenir compte dès lors qu'on nourrit une ambition politique régionale quelconque. En clair, c'est dès maintenant qu'on compte ses pions et qu'on essaie de mettre en place un maillage qui permettra de venir récolter par localités. Si tel maire est de votre obédience, vous pouvez rassembler plus facilement son électorat. À ce jeu personne n'est dupe. Ni Guy Losbar qui s'attache à présenter un candidat du GUSR dans chaque commune et à défaut à soutenir un candidat de la mouvance de la majorité du conseil général, ni le PS et par-devers lui Victorin Lurel dont l'ambition première est d'ébranler les dernières places fortes de la droite que sont Saint-François et plus encore Basse-Terre. Histoire de faire coup double : mettre fin à un symbole, Lucette Michaux-Chevry et tuer dans l'oeuf une ambition, Marie-Luce Penchard. La finalité est toujours la même : s'assurer le leadership régional. La troisième raison, mais nous reviendrons largement sur cet aspect, c'est qu'avec ces municipales 2014, compte tenu de l'obligation pour tout le territoire d'être d'ici décembre 2013 en intercommunalité, et compte tenu également que les délégués intercommunaux soient élus en même temps que les

conseillers municipaux, d'autres figures politiques pourraient émerger, prenant place sur l'échiquier. C'est aussi un premier pas vers le non-cumul des mandats en attendant ce qu'il sera fait de la loi que les socialistes ont promis pour y mettre un bémol. Mais il ne faut surtout pas désespérer !